



Déclaration conjointe des ONG

La trentième session de la Conférence des États parties chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur les armes chimiques. (CSP-30)

Forum mondial, La Haye, Pays-Bas 24
au 28 Novembre 2025

Parvenir à l'universalité de la CWC

Déclaration préparée par :

Mingson Mingina et Simabatu Mayele Sims Nono

(Centre de Recherche et d'Information pour le Désarmement et la Sécurité
- CRIDS)

Monsieur le Président, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

Au nom du Centre de Recherche et d'Information pour le Désarmement et la Sécurité (CRIDS) et des organisations membre de la coalition œuvrant pour le désarmement chimique, nous tenons à vous remercier pour l'opportunité de prendre la parole à cette 30e Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques (CWC). Cette session se tient dans un contexte international de tensions géopolitiques croissantes, de fragilisation des architectures de contrôle des armements et de risques accrus d'emploi d'armes de destruction massive, rappelant l'urgence de préserver et de renforcer l'universalité de la CWC.

Monsieur le Président,

Du point de vue de la société civile mondiale, parvenir à l'universalité de la Convention, c'est assurer qu'aucune région, aucun État, aucune population ne demeure en dehors du cadre de prévention collective. La non-adhésion de quelques États continue de fragiliser l'ensemble du régime international de désarmement chimique, créant des zones grises propices à la prolifération et à l'impunité.

Les organisations de la société civile, à travers la Coalition CWC, réaffirment leur engagement à œuvrer pour la sensibilisation, la diffusion des normes de la Convention et la promotion d'une culture mondiale de non-usage. Elles appellent les États parties à renforcer les partenariats inclusifs avec les ONG, les universités, les jeunes scientifiques et les industriels, afin d'élargir la portée éducative et normative de la CWC.

Nous sommes convaincus que la science, l'éthique et la transparence sont les trois leviers qui permettront de consolider la résilience du régime d'interdiction face aux avancées rapides des technologies chimiques, biologiques et numériques.

Nous insistons également sur la nécessité de moderniser le régime de vérification face à l'émergence de nouvelles menaces technologiques, telles que la convergence entre biotechnologies, intelligence artificielle et chimie numérique. Ces évolutions appellent une vigilance renforcée, un dialogue interdisciplinaire et un investissement accru dans la recherche appliquée au service de la paix et de la sécurité.

Monsieur le Président,

Afin de renforcer la mise en œuvre universelle et durable de la Convention, la société civile formule les recommandations suivantes à l'attention de l'OIAC, de son Secrétariat technique et des États parties :

1. **Renforcer les démarches diplomatiques d'universalisation**, notamment à l'égard des États non parties, par la création d'un *groupe d'appui de haut niveau* associant États parties, OIAC et représentants de la société civile.
2. **Soutenir des programmes régionaux de sensibilisation et de formation** sur la CWC, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, où des défis de mise en œuvre subsistent.
3. **Accroître la coopération scientifique et technique** avec les États en développement, pour garantir un usage exclusivement pacifique et sûr de la chimie.
4. **Mettre en place un fonds d'appui à la vérification et à la conformité**, destiné à soutenir les inspections, la formation des experts nationaux et l'amélioration des capacités analytiques.
5. **Renforcer l'inclusion des acteurs non gouvernementaux**, centres de recherche, universités, industries chimiques et associations de jeunes scientifiques dans la sensibilisation et la surveillance citoyenne du respect de la Convention.
6. **Promouvoir l'innovation numérique et la transparence**, notamment à travers le développement d'outils de détection, de suivi et de traçabilité des substances chimiques fondés sur les technologies émergentes (IA, blockchain, bases de données interopérables).
7. **Institutionnaliser un dialogue annuel structuré entre l'OIAC et la société civile**, permettant de partager les meilleures pratiques et d'assurer un suivi régulier des progrès en matière d'universalisation.

Monsieur le Président,

La société civile considère que parvenir à l'universalité de la Convention sur les armes chimiques est un impératif politique et humanitaire, mais aussi un test de crédibilité du multilatéralisme à l'ère des fractures globales. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'OIAC et appelons les États parties à traduire en actions concrètes les engagements pris en faveur d'un monde exempt d'armes chimiques. **L'universalisation de la CWC doit devenir le socle d'une nouvelle ère de**

coopération scientifique, diplomatique et éthique au service de l'humanité.

Nous demandons que cette déclaration soit versée aux actes officiels de la Conférence.

Nous vous remercions de votre attention et souhaitons plein succès à nos travaux communs.